



**LES OPEX DE L'UNION EUROPÉENNE ! QUELLES POLITIQUES
POUR QUELLES AMBITIONS ?**

WEBCONFÉRENCE de Pierre HAROCHE et Alexis VAHLAS

Rapportée par Alexandre GUERRÉ et Clara SELLAMI,
membres du comité Europe des Jeunes IHEDN

**Webconférence organisée le 02 décembre 2021,
par le comité Europe des Jeunes IHEDN**

À PROPOS DE LA CONFÉRENCE

Le 2 décembre 2020, le comité Europe des Jeunes IHEDN a eu le plaisir d'organiser la conférence *Les OPEX de l'Union Européenne : Quelles politiques pour quelles ambitions ?*

La conduite de missions civiles et militaires dans le monde est le témoin de l'ambition de l'UE et de ses États membres dans le domaine de la défense. Elles ont pour objectif de permettre une sécurité effective en Europe, d'assurer la gestion de crises mais est également au cœur de la volonté de l'UE de devenir un acteur mondial en matière de paix.

Au-delà de ces ambitions, se pose la question de la réalité de ces missions, leurs objectifs, leurs capacités et surtout, leur efficacité.

À PROPOS DES INTERVENANTS

Pierre HAROCHE est chercheur en sécurité européenne à l'IRSEM. Normalien et docteur en science politique, il centre ses recherches sur la coopération politique et militaire européenne, notamment en matière de défense, ainsi que sur la théorie d'intégration européenne.

Alexis VAHLAS est conseiller politique des missions civiles de l'Union européenne dans les territoires palestiniens ainsi que du Commandement pour les opérations interarmées (CPOIA). Maître de conférences en droit public à l'IEP de Strasbourg, ses interventions se concentrent sur la sécurité de l'UE et ses actions extérieures.

Quelles sont les « OPEX de l'UE » ? Quels sont les succès et les enjeux principaux de ce type de déploiement ?

Alexis VAHLAS - *Les OPEX de l'UE ne sont pas foncièrement différentes des opérations militaires de l'OTAN ou de l'ONU. Généralement, les opérations de l'UE s'inspirent de la structuration OTAN avec des membres et des logiques communes. Ainsi, l'UE travaille sur différentes options militaires, évalue les ressources et capacités nécessaires. Les différents États membres sont consultés pour évaluer la capacité d'action de l'UE auquel peuvent s'ajouter des États non-membres.*

La volonté politique est un élément important pour les OPEX de l'UE. Elle s'inscrit dans le cadre de la PSDC (Politique de Sécurité et de Défense Commune), sous composante de la PESC

(Politique Étrangère et de Sécurité Commune). L'opération est décidée d'un accord unanime, se voyant de ce fait bloquée en cas de refus d'un seul État membre.

Historiquement les OPEX de l'UE n'étaient pas prévues pour les missions qu'elles ont accomplies. En effet, dans les années 1990, les missions étaient envisagées comme un outil opérationnel autonome en cas de non-intervention américaine. L'éclatement des Balkans a fortement influencé cette vision des opérations de l'UE. De plus, les opérations devaient se dérouler dans l'environnement proche, aux frontières de l'Europe. La majorité d'entre elles se déroulent en Afrique, plus précisément en Afrique francophone. Un glissement de la théorie à la pratique s'est opéré.

Aujourd'hui, il ne semble pas encore exister de « culture stratégique européenne commune ». Comment fonctionnent ces déploiements dans une Europe aux objectifs politiques, impératifs stratégiques, rapport à l'OTAN etc. différents ?

Pierre HAROCHE - *Le concept de "culture stratégique européenne commune" a été mis en avant par divers acteurs européens, qu'il s'agisse du Président Emmanuel Macron ou de la Présidente Ursula Von der Leyen entre autres. En outre, il apparaît que les pays européens présentent des cultures stratégiques aussi nombreuses que divergentes. Ainsi, certains ont une tradition plus interventionniste que d'autres ; certains prennent des positions fortes quand d'autres préfèrent ne pas s'aligner ; certains ne souhaitent agir que dans le cadre de l'ONU. Par ailleurs, les mécanismes institutionnels divergent au sein de l'Union : s'il est plus facile pour l'exécutif français d'initier des interventions militaires, l'exécutif allemand rencontre un fort contrôle parlementaire. Enfin, les orientations stratégiques des pays membres ne se rencontrent pas nécessairement. Pour autant, l'ensemble de ces différences ne signifie pas l'absence d'intérêts communs : il existe bel et bien des intérêts européens pour lesquels il est nécessaire de s'accorder.*

C'est dans cette perspective que la France a lancé, en dehors du cadre de l'UE, l'Initiative européenne d'intervention. Celle-ci vise à intensifier le dialogue stratégique entre les armées européennes afin de favoriser l'émergence d'une conception commune des risques et des scénarios d'intervention. De plus, les coopérations ad hoc déjà existantes (comme les coopérations

bilatérales) contribuent à la construction d'une solidarité mutuelle et d'intérêts communs, sans nécessairement s'inscrire dans le cadre des OPEX de l'UE.

L'ensemble de ces initiatives montre qu'il existe aujourd'hui une prise de conscience de la nécessité de coopérer afin de faire émerger une culture stratégique européenne.

En dépit de l'objectif européen de se doter d'une « force autonome d'action », l'OTAN demeure l'acteur principal du « haut du spectre » de la défense collective en Europe. Quelles sont les conséquences de telles opérations dans nos rapports transatlantiques ?

Pierre HAROCHE - *L'OTAN demeure primordial dans le domaine de la défense, plus particulièrement de l'Europe. Pour autant, cela ne veut pas dire que l'UE n'apporte pas de valeur ajoutée dans les relations transatlantiques. En effet, les Américains invitent de plus en plus les Européens à partager le "fardeau" en termes financiers mais aussi opérationnels. L'objectif des 2 % du PIB consacrés aux dépenses militaires à l'horizon 2024 pour les membres de l'OTAN, fortement soutenu par Donald Trump, en est le témoin. C'est une ferme orientation stratégique pour les Américains. Afin de préserver leur liberté d'action et faire face à la concurrence chinoise, ils ne peuvent être sur tous les terrains. Ainsi, Washington choisit de délaisser des régions telles que la Méditerranée.*

Par ailleurs, l'UE est également centrale dans les relations transatlantiques au regard de ses aspects civils dans la compétition de puissance. La puissance économique européenne a une place de premier plan dans la compétition économique qui se joue avec la Chine. De fait, l'UE demeure un enjeu important pour Washington.

Depuis mai 2020 le nouveau chef de l'état-major de l'UE est un amiral français : Hervé Bléjean, comment interpréter cette nomination ?

Pierre HAROCHE - *L'idée étant de ne pas créer l'impression de favoritisme, le poste de chef de l'état-major de l'UE est un poste qui est attribué aux États membres selon une logique de rotation. S'agissant des questions de défense, les Français sont souvent en première ligne. L'enjeu est donc de ne pas donner le soupçon de vouloir s'emparer du leadership de la défense européenne en*

imposant ses priorités. Cela pourrait engendrer une opposition inconditionnelle et mettre à mal la conduite des opérations. En occupant ce poste, la France se doit d'être capable de montrer que ses prises d'initiatives se font dans l'intérêt de l'ensemble de l'Union. Il est nécessaire de faire preuve de sensibilité s'agissant des intérêts de tous, en traitant de questions n'incarnant pas une importance première pour le pays.

Alexis VAHLAS - *Le fait que le chef de l'Etat-major de l'UE soit français ne change intrinsèquement pas grand-chose. D'un point de vue opérationnel, ce-dernier est primus inter pares : il en a la direction sans pour autant avoir de pouvoirs propres. En effet, l'initiative des OPEX de l'UE ne réside pas entre ses mains mais revient en réalité aux exécutifs nationaux. De plus, pour rejoindre M. Haroche, une position française trop hégémonique irait à l'encontre des intérêts du pays.*

L'opération Atalante : un succès opérationnel pour l'Union Européenne.

Pierre HAROCHE & Alexis VAHLAS - *L'OTAN a été la première organisation à intervenir en 2008 avec les opérations Ocean Shield et Allied Protector sur les côtes somaliennes pour lutter contre la piraterie. La même année l'UE a lancé l'opération Atalante avec les mêmes objectifs. Cela s'est révélé être une surprise stratégique pour l'UE, apparaissant comme plus efficace que l'OTAN.*

La réussite d'une OPEX dépend à la fois des capacités et des techniques militaires. Or, l'UE montre que malgré des capacités militaires identiques, la perception, c'est-à-dire l'image politique, a également un rôle à jouer dans la réussite d'une mission. La bonne image politique a facilité le succès de l'UE, notamment par l'obtention d'accords, contrairement à l'OTAN.

Atalante semble donc être un des succès des opérations de l'UE, la piraterie étant majoritairement enrayée au large des côtes. Ce succès a permis à l'UE de s'affirmer aux côtés de l'OTAN et de multiplier les missions. De plus, cette mission a été favorisée par le fait que tous les États membres étaient concernés d'un point de vue commercial par la piraterie. Cela a accordé une légitimité à l'intervention qui s'est ajoutée au rôle d'acteur global économique, civil et diplomatique de l'UE.

En parallèle, l'UE est l'institution qui mène le plus de missions civiles. Elle développe une approche globale qui n'inclut pas uniquement le militaire mais également l'aide au développement et des missions de formations.

La coopération de l'UE avec d'autres organisations internationales.

Pierre HAROCHE & Alexis VAHLAS - *L'UE coopère régulièrement avec diverses organisations internationales tels que l'OSCE, le Conseil de l'Europe, l'ONU mais surtout l'OTAN. Le fait que nombre de membres de l'UE soient également membres de ces organisations favorise inévitablement la coopération. Par exemple, 22 des 30 membres de l'OTAN sont également au sein de l'UE. La coopération avec l'OTAN s'inscrit dans le cadre de la coopération instituée par les accords de Berlin plus adoptés en 1999. Par ailleurs, les États par eux-mêmes peuvent également mettre en œuvre des coopérations. Néanmoins, la coopération entre ces différentes organisations ne signifie pas pour autant une absence de compétitions entre elles.*

Conclusion

Malgré des freins aux opérations militaires de l'UE, tels que le défaut de culture stratégique européenne commune, ces opérations apportent une réelle valeur ajoutée. Plusieurs de ses succès dont *Atalante* et la légitimité politique dont elles bénéficient sont autant d'atouts qui peuvent s'avérer prometteurs pour l'avenir de la PSDC.



publication@jeunes-ihedn.org